



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 3 au 9 avril 2020

Le 10 avril 2020

## Résumé

**Asie du Sud** : La croissance de la région devrait ralentir à 4,1 % en 2020.

**Afghanistan** : Le gouvernement pakistanais a donné son accord pour la réouverture du transit de camions de fret afghans.

**Bangladesh** : En mars 2020, l'indice des prix à la consommation poursuit son repli. Covid 19 – Mesures d'urgence pour le soutien des industries exportatrices.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice PMI du secteur des services a chuté à 49,3 points en mars. L'indice PMI composite se contracte au total de 7 points par rapport à février à 50,6 points. Le taux de chômage parmi la population d'actifs a connu une hausse sensible en mars. Le secteur de l'aviation civile devrait être fortement affecté par la chute sévère du trafic des passagers. Annonce d'une série de mesures de rigueur budgétaire. La position extérieure nette était déficitaire de 426,5 Mds \$ au 31 décembre 2019. Le profil de maturité de la dette externe indienne (à 564 Mds \$) apparaît toujours favorable quant à la vulnérabilité aux chocs économiques. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a baissé à 68,6% au T4 2019. L'agence de notation India Ratings a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 2% pour l'exercice prochain.

*Finances publiques* : Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les biens et services (GST) repassent sous le seuil de 1 000 Mds ₹ en mars. Le gouvernement annonce un versement de 141 Mds ₹ de compensations aux Etats au titre de la GST.

*Politique monétaire et financière* : Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont connu une hausse soutenue en janvier. L'Inde a levé les restrictions à l'exportation de 24 ingrédients pharmaceutiques. Les Etats-Unis ont annoncé une assistance financière de 2,9 M USD.

**Maldives** : Notation souveraine dégradée à « B », perspective « négative » selon Fitch.

**Pakistan** : La Banque mondiale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan à 1,1 % pour l'exercice 2019/20. Les réserves brutes détenues par la Banque centrale ont chuté de 12 %.

La consommation intérieure de ciment baisse de 16,7 % en mars. L'administration fiscale (FBR) a annoncé une perte de revenus de plus de 1,2 Md USD pour mars. Le Premier ministre Imran Khan a annoncé un ensemble de mesures pour le secteur de la construction. Le Premier ministre Imran Khan a procédé à un remaniement ministériel. La roupie pakistanaise continue de se déprécier face au dollar. Le ministère de la Plan estime qu'entre 12,3 millions et 18,5 millions de personnes n'auront plus



d'emploi au cours des trois prochains mois. Les grossistes et les commerces de détails devraient connaître les plus importants licenciements de travailleurs journaliers avec 4,6 millions de nouveaux chômeurs potentiels. Les exportations enregistrent une baisse de plus de 8,5 % pour le mois de mars. Le déficit commercial se contracte de 26,5 % (ou 6,3 Mds USD) au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours. Le Groupe d'action financière (GAFI) repousse la date prévue pour la remise du rapport du Pakistan. La Banque mondiale (BM) a signé un accord de financement de 200 M USD. Le gouvernement japonais prévoit d'accorder une subvention de 250 000 USD

**Sri Lanka** : La croissance du PIB réel s'établit à 2,3% en 2019. COVID-19 : Prêt de 128,6 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le système de santé. Mesures prises pour lutter contre la dépréciation de la roupie et la sortie de devises. Nouvelle baisse des taux directeurs de la Banque centrale.

## ASIE DU SUD

- **L'Asie du Sud** devrait connaître, selon les dernières perspectives de la Banque asiatique de développement (BAsD) présentées par l'économiste en chef de l'Institution, un ralentissement économique plus modéré que pour le reste de l'Asie. La **croissance de la région devrait ralentir à 4,1 % en 2020 pour reprendre l'année suivante, à un rythme estimé à 6% à ce stade**. Mais cette évolution serait largement dictée par la tendance de l'économie indienne, dont le PIB surpasse nettement celui des autres économies de la région.

Elle devrait rester solide au **Bangladesh** avec + 7,8% en 2020, même avec une demande mondiale en repli et continuer d'accélérer au **Bhoutan**, cette année comme l'an prochain. En dépit de la baisse des arrivées de touristes, la mise en œuvre du nouveau plan pluriannuel bhoutanais devrait soutenir la dépense publique. Les **Maldives et Sri Lanka** semblent moins à l'abri des conséquences des efforts effectués au plan mondial pour limiter la propagation du COVID-19. L'économie des Maldives, en particulier, devraient être très fortement affectée par la chute du tourisme et devrait se contracter de 3% en 2020, avant de retrouver la croissance l'année suivante. Outre le contexte extérieur, la croissance ralentira au **Pakistan** en raison de la stagnation de l'agriculture, la production de coton étant particulièrement affectée, et des contraintes sur la demande liées aux efforts de stabilisation macroéconomique. Cette correction entamée des déséquilibres macroéconomiques du pays devrait toutefois contribuer, selon la BAsD, à restaurer la confiance à terme.

**L'inflation** devrait ralentir à 4,1% cette année dans la sous-région, sous l'effet du ralentissement de la hausse des prix alimentaires en Inde avec la bonne performance du secteur agricole. L'inflation, inhabituellement basse, devrait continuer aux **Maldives** en raison de la détérioration de la demande et la poursuite de subventions comme de contrôles sur les prix des produits de base. Le **Pakistan**, en revanche, aura plus de difficultés et devrait connaître une nouvelle année avec une inflation à deux chiffres. Celle-ci sera portée notamment par la hausse des prix des denrées alimentaires, celle prévues des tarifs des services publics et la dépréciation de la monnaie.

## AFGHANISTAN

- **Le gouvernement pakistanais a donné son accord pour la réouverture du transit de camions de fret afghans**. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères pakistanais indique, à la demande du gouvernement afghan et sur la base de considérations humanitaires,



que les camions de fret en provenance d'Afghanistan seraient de nouveau autorisés à rentrer sur le territoire pakistanais. Ainsi, le document précise que les marchandises afghanes pourront traverser les postes frontaliers de Torkham dans le Nord (à la jonction entre Peshawar et Kaboul) et Chaman dans le Sud (entre les villes de Kandahar et Quetta), et ce, trois fois par semaine (lundi, mercredi et vendredi) à partir du 10 avril. Une décision qui fait suite pour rappel au blocage pakistanais depuis le 2 mars du transit de marchandises depuis et vers l'Afghanistan.

## BANGLADESH

- **En mars 2020, l'indice des prix à la consommation poursuit son repli.** Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint **5,5%** en glissement annuel en mars 2020, identique à février, en ligne avec la cible retenue dans la loi de finances 2019/2020. L'indice des prix à la consommation avait progressé en moyenne annuelle de 5,5% sur l'exercice budgétaire 2019 (juillet 2018 – juin 2019), 5,8% sur l'exercice 2018 et 5,4% en 2017. Sur les douze derniers mois (avril 2019 à mars 2020), la moyenne mensuelle reste stable à 5,6%.

L'IPC poursuit ainsi son repli depuis trois mois, après une hausse marquée en novembre (+6,05%) et décembre 2019 (5,75%), liée à celle des prix alimentaires de plusieurs denrées de base. L'excellente campagne de riz et la bonne production agricole en général explique largement ce bon résultat. L'inflation en zone rurale s'élevait fin mars à 5,47% (avec une composante « alimentation » de +5,06% en baisse sur février, contre +6,27% pour les autres produits et services), contre 5,49% dans les zones urbaines (où l'IPC non-alimentaire progresse plus vite, à +6,69% contre 4,44% pour les prix alimentaires). L'indice des prix alimentaires (+4,87%) atteint son plus bas niveau depuis 43 mois (septembre 2016), contre +6,45% pour les prix non alimentaires (hausse des tarifs de gaz et récemment de l'électricité depuis le 5 mars).

Il est trop tôt pour mesurer l'impact que le Covid-19 pourra avoir sur le dérèglement des chaînes d'approvisionnement dans les mois à venir, et leur reflet sur les prix à la consommation.

**Covid 19 – Mesures d'urgence pour le soutien des industries exportatrices.** Le ministre des Finances a précisé le 31 mars la mise en place du dispositif de soutien aux entreprises exportatrices, annoncé par la Première ministre le 25 mars dernier ; l'enveloppe de 50 Mds TK (540 M€) destinée à financer les charges et salaires, sera utilisée sous forme de prêts concessionnels de deux ans à 2%, délivrés par les banques aux entreprises réalisant au moins 80% de leur chiffre d'affaires à l'export (et prioritairement les secteurs du textile-habillement, jute et cuir, et l'industrie pharmaceutique) ; l'argent sera directement versé sur les comptes des salariés bénéficiaires, sans passer par leur employeur. Le dispositif couvrira les salaires durant trois mois à partir de la 1<sup>ère</sup> semaine d'avril.

Pour rappel, la baisse de la demande sur les marchés européens et nord-américains (destinations de plus de 80% des exportations bangladaises de RMG en 2019) réduit les carnets de commande des usines bangladaises. Les exportations affichent déjà en mars 2020 une baisse en valeur de 30% en glissement annuel, et le 5 avril dernier, les deux fédérations professionnelles BGMEA et BKMEA évaluaient à 3 Mds \$ les annulations ou reports de commandes signalés par leurs adhérents. Ce montant représente déjà environ 9% du chiffre d'affaires à l'export de la filière en 2018-19 (34,13 Mds\$ d'après l'Export Promotion Bureau).

Ces mesures auront également pour effet de formaliser la précarisation d'une partie du salariat, les banques devant verser leur salaire directement aux bénéficiaires sur leurs comptes bancaires



ou par application mobile, pour le 20 avril au plus tard. Toutefois, à peine la moitié des quelque 4 millions d'employés du RMG reçoit son salaire par virement bancaire ou via une application mobile (MFS ou Mobile Financial Service) ; il reste donc 15 jours pour bancariser deux millions d'employés, ce que les milieux financiers jugent possibles, compte tenu des outils disponibles. La Banque centrale estime que sur le mois de février 2020, la masse salariale versée par MFS (à partir de 1000 TK/mois, soit 11€) représentait 10,9 Mds TK soit 117 M€; elle marque une progression constante depuis 6 mois (7,9 Mds TK ou 85 M€ en septembre 2019), et *Bangladesh Bank* prévoit un doublement des transferts par MFS quand les mesures annoncées seront opérationnelles.

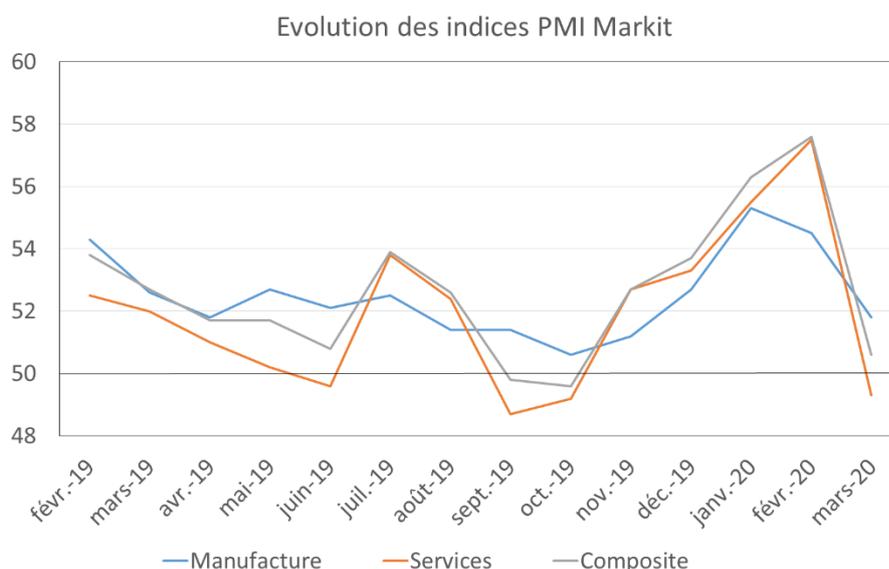
## BHOUTAN

- **Les prix à la consommation ont progressé en janvier de 2,5% en glissement annuel** (+ 0,2% par rapport à décembre). Ils repartent ainsi à la hausse après quatre mois de décélération selon le Bureau des statistiques. La modération du prix des biens non-alimentaires, qui constituent 55% de la pondération de l'indice, à 1,2% (contre 1,4% en décembre) a été contrebalancée par la reprise des prix des denrées alimentaires (+ 3,9% après avoir atteint 3,4% en décembre).

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice PMI du secteur des services a chuté à 49,3 points en mars (- 7,8 points par rapport à février).** Il doit son inflexion en territoire de contraction de la production (< 50 points) à la nette dégradation du sous-indice relatif aux nouvelles commandes. Cette situation s'explique, selon *IHS Markit*, par la forte baisse de la demande et celle, marquée, des nouvelles embauches. Après avoir atteint un pic à 57,5 le mois dernier, l'indice s'affiche à son plus bas niveau depuis octobre 2019 ; c'est la chute en rythme mensuel la plus lourde enregistrée.





- **L'indice PMI composite se contracte au total de 7 points par rapport à février à 50,6 points.** Il s'affiche à 52,6 point sur la moyenne des douze derniers mois, contre 52,9 points un an auparavant à la même période.
- **Le taux de chômage parmi la population d'actifs a connu une hausse sensible en mars.** Le taux de participation au marché du travail aurait notamment chuté en mars à 42 % de la population d'âge actif (- 1 point de pourcentage par rapport à février) selon l'enquête sur la force de travail du CMIE (*Centre for Monitoring Indian Economy*). Le Centre indique que la population active aurait baissé à 434 millions de personnes en mars 2020, contre 443 millions de personnes en janvier, pour un taux de chômage effectif de l'ordre de 9% (un pic depuis septembre 2016 à la suite de la démonétisation), contre un niveau estimé à 7% en début d'année.

Cette tendance s'expliquerait notamment par la baisse du nombre de personnes employées (à 395 millions de personnes, contre 411 millions en janvier), alors que le nombre de chômeurs a connu une tendance à la hausse (de 32 à 38 millions entre janvier et mars 2020). Le Centre souligne toutefois que les imperfections du marché du travail et la présence d'un secteur informel important ne permettent pas d'estimer avec exactitude l'ensemble des pertes d'emploi pour la période sous-revue.

- **Le secteur de l'aviation civile devrait être fortement affecté par la chute sévère du trafic des passagers,** au plan domestique comme à l'international. Selon *CAPA India*, le trafic passager domestique devrait baisser de 140 millions au cours de l'exercice budgétaire 2020-21 à une fourchette de 80-90 millions lors du prochain exercice. Le trafic passager international pourrait être réduit de moitié, de 70 millions de personnes transportées à une fourchette de 35-40 millions. Cette chute de la demande laisserait les transporteurs indiens avec quelques 200 à 250 avions excédentaires au cours des 6 à 12 prochains mois. Le secteur pourrait ainsi s'exposer à des pertes de 3 à 3,6 Mds USD au cours du prochain trimestre.
- Annonce, le 6 avril, **d'une série de mesures de rigueur budgétaire** avec la réduction de 30% des salaires des députés, du Président et des gouverneurs, ainsi que le gel pour deux ans des fonds alloués aux députés pour le développement de leurs circonscriptions.
- **La position extérieure nette était déficitaire de 426,5 Mds \$ au 31 décembre 2019,** similaire au niveau atteint fin 2018, mais en baisse de 2,4 % en rythme trimestriel (soit une réduction de 10 Mds \$). A cet égard, l'endettement brut de l'économie indienne vis-à-vis des non-résidents a augmenté de 1,6 % au cours du quatrième trimestre (1 036 Mds \$) selon les chiffres de la Banque centrale, alors que les avoirs des résidents indiens à l'international ont, quant à eux, augmenté de 4,2 % sur la même période, à 697,4 Mds \$.

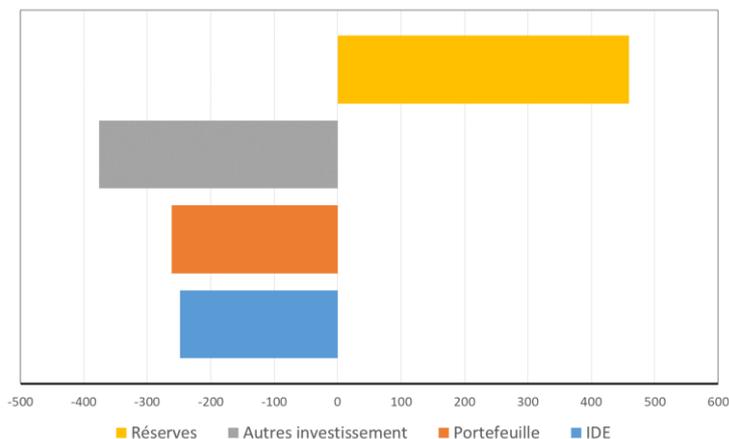
Ces évolutions pouvaient être anticipées au regard de la réduction progressive, sur le T4 2019, du solde de la balance des transactions courantes, qui résultait pour l'essentiel de la modération du déficit commercial : le déficit courant s'affichait ainsi à 1,4 Mds \$ au T4 2019 (soit 0,2% du PIB, contre 6,5 Mds \$ et 1% du PIB au T3 2019).

Le déficit de la position extérieure, dont l'origine provient surtout du secteur privé (essentiellement non-financier), se partage entre investissements directs (- 248 Mds \$), flux de portefeuille (- 262 Mds \$) et autres investissements (- 376 Mds \$). On notera ensuite la hausse



marquée des réserves de change, à 460 Mds \$ (+6 % sur le trimestre), qui représentent à elles seules près de 66% des actifs détenus sur les non-résidents.

Principales composantes de la position extérieure nette au T4 2019, en Mds \$



- **Le profil de maturité de la dette externe indienne (à 564 Mds \$) apparaît toujours favorable quant à la vulnérabilité aux chocs économiques** : la dette à court terme (maturité originelle inférieure à un an) reste encore circonscrite à 19% du total fin 2019, avec un ratio de couverture par les réserves de change de 4,6, alors que le ratio réserves de change/dette extérieure totale s'affiche quant à lui à 81,5%. On notera aussi que plus d'un tiers de la dette extérieure indienne est libellée en roupies (34,5%, contre respectivement 51,6%, 5,3%, 3,2% et 4,5% pour la dette en dollars, en yens, en euros et en droits de tirages spéciaux du FMI).
- **Le taux d'utilisation des capacités industrielles a baissé à 68,6% au T4 2019** (- 1,8 point en glissement annuel). Les résultats de l'enquête trimestrielle menée par la Banque centrale (RBI) auprès de 866 entreprises industrielles indiquent ainsi la persistance d'importantes capacités excédentaires dans le secteur industriel. Un recul des taux d'utilisation était attendu dans la mesure où le Bureau des statistiques montrait l'atonie du secteur sur la période sous-revue (avec notamment une chute substantielle de l'indice de production industrielle en octobre 2019, de 6,6% en rythme annuel).

Toutefois, l'enquête de la RBI met en exergue des tendances négatives quant à l'orientation des carnets de commande, qui s'afficheraient en baisse par rapport à la période analogue de l'année précédente.

- **L'agence de notation *India Ratings* a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 2% pour l'exercice prochain (avril 2020 – mars 2021)**. Filiale du groupe *Fitch*, l'agence justifie sa prévision, qui positionnerait l'essor du PIB indien à son plus bas niveau en trente années, par les mesures de confinement instaurées dans le pays et son impact fortement négatif sur la consommation et l'ensemble de l'activité économique. La détérioration attendue de la qualité des encours de crédit, dans un contexte de fragilité du secteur non-bancaire, pourrait de surcroît affecter davantage les conditions de crédits.

## FINANCES PUBLIQUES



- **Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les biens et services (GST) repassent sous le seuil de 1 000 Mds ₹ en mars.** Après s'être établies au-dessus de ce seuil pour le quatrième mois consécutif, ils atteignent à 976 Mds ₹ en mars, soit une réduction de 8,4% en rythme annuel. Au total, ces recettes s'établissent à 12 176 Mds ₹ sur l'exercice budgétaire actuel, soit un sous-recouvrement de l'ordre de plus de 4 000 Mds ₹ par rapport à la cible annuelle du gouvernement.

La plupart des observateurs s'accordent sur l'impasse budgétaire associée au sous-recouvrement des recettes fiscales et anticipent, hors relance budgétaire dans le cadre de la crise actuelle, à une forte déviation du déficit budgétaire sur l'exercice.

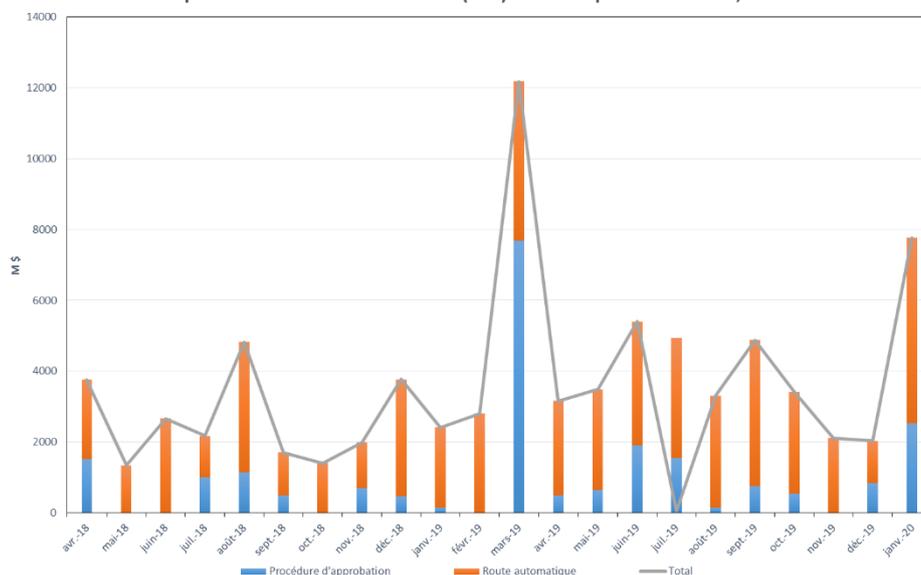
- **Le gouvernement annonce un versement de 141 Mds ₹ de compensations aux Etats au titre de la GST.** Ces transferts s'inscrivent dans le cadre du nouveau régime de fiscalité des biens et services (*GST Act*) de l'été 2017, qui prévoit un transfert financier pendant cinq ans aux Etats fédérés pour compenser leurs pertes fiscales. Selon la ministre des Finances, l'Etat central accuse un retard significatif pour le versement de ces compensations depuis septembre 2019. elle a acté le versement des paiements pour les mois d'octobre et novembre, mais prévoit des délais de paiements accrus pour la fin de l'exercice actuel. Pour rappel, pour financer ces transferts, l'Etat central prélève, dans le cadre de la GST, une surtaxe (*cess*) sur les articles de luxe et les produits jugés nocifs pour la santé. Alors que la cible de déficit budgétaire a été revue à la hausse à 3,8 % (3,3 % prévue initialement), les autorités ont déclaré que les recettes tirées de la GST demeuraient insuffisantes pour financer ces transferts.

#### POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont connu une hausse soutenue en janvier.** La RBI recensait au total 113 levées de fonds vis-à-vis des non-résidents pour un montant de 7,7 Mds \$ (+200 % en rythme annuel). Après avoir atteint 2 Mds \$ au mois de décembre (voir ci-dessous), ce chiffre, supérieur à la somme des montants sur les trois derniers mois, témoigne notamment de deux opérations de taille importante.



Emprunts commerciaux extérieurs (ECB) des entreprises indiennes, 2018-20



Ainsi, on notera l'emprunt à 5 ans pour 1 Md \$ réalisé par la compagnie de télécommunication *Bharti Airtel Limited* (dans le cadre notamment du paiement de sa redevance auprès du ministère des Télécommunications), qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période avec les levées de fonds du groupe publique d'appui à l'export *Exim Bank*, pour un montant similaire (1 Md \$ sur dix ans).

### AUTRES INFORMATIONS

- **L'Inde a levé les restrictions à l'exportation de 24 ingrédients pharmaceutiques actifs (API) et des formulations fabriquées à partir d'eux.** Le 3 mars, l'Inde avait limité les exportations de 26 API et formulations. Les 26 ingrédients et formulations pharmaceutiques actifs représentaient 10 % de toutes les exportations pharmaceutiques indiennes et comprennent plusieurs antibiotiques. Cependant, le paracétamol et ses formulations n'ont pas été inclus dans la liste des médicaments libérés pour l'exportation. L'Inde a également imposé des restrictions à l'exportation de la plupart des kits de tests diagnostiques. Et ces dernières semaines, il avait également interdit l'exportation de ventilateurs, masques et autres équipements de protection nécessaires à la fois par les patients et le personnel médical.
- **Les Etats-Unis ont annoncé une assistance financière de 2,9 M USD** à l'Inde pour ralentir la pandémie du COVID-19, fournir des soins aux personnes affectées et soutenir les communautés locales avec les outils nécessaires pour contenir la maladie. 2,4 M USD transiteront par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et seront utilisés par l'ONG international *Jhpiego*, affiliée à l'Université John Hopkins. Le solde sera mis à disposition de l'OMS.

### **MALDIVES**

- **Notation souveraine dégradée à « B », perspective « négative » selon Fitch.** L'agence de notation Fitch a abaissé la note souveraine des Maldives de « B+ » à « B », la perspective économique est quant à elle passée de « stable » à « négative ». Cette décision fait suite à la



crise engendrée par la pandémie du COVID-19 qui frappe durement le secteur tourisme, contributeur majeur à l'économie maldivienne. Les recettes fiscales et en devises devraient ainsi chuter au cours des prochains mois. Selon les estimations de l'agence de notation, la croissance pour 2020 pourrait être négative, d'environ -5%, avant un rebond pour 2021 (+10%). Par conséquent, il faut s'attendre à un doublement du déficit public, à -12% du PIB (contre -5,7% en 2019), qui se traduira par une hausse d'un endettement déjà important. La dette publique s'élevait à 3,8 Mds USD, en 2018, soit 71,4 % du PIB (dette des entreprises publiques incluse). Celle-ci est constituée pour moitié de dette externe.

## PAKISTAN

- **La Banque mondiale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan à 1,1 % pour l'exercice 2019/20, à comparer à une estimation antérieure de 2,4 %**, ainsi qu'à 0,9 % pour l'exercice 2020/21 par rapport aux 3 % initialement annoncés. **Moody's** a également révisé à la baisse ses prévisions de croissance mais reste toutefois plus optimiste. Selon **Moody's**, **le taux de croissance se situerait entre 2 et 2,5 % pour l'exercice 2019/20** en raison de l'impact de la pandémie sur le pays. L'agence de notation considère que la consommation de services, qui a soutenu la croissance ces dernières années, sera affectée par les restrictions de mouvement et que le secteur du textile, qui représente environ 60 % des exportations, continuera d'être touché par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement (baisse ou report des commandes).
- **Les réserves brutes détenues par la Banque centrale ont chuté de 12 % ou 1,6 Mds pour le seul mois de mars à 11,2 Mds USD, soit un niveau équivalent à 2,5 mois d'importation de biens et de services.** Cette baisse est due principalement aux paiements de la dette extérieure (à hauteur de 441 M USD) et à d'autres paiements officiels. Elle s'explique également par un retrait massif des investisseurs étrangers du marché de la dette publique depuis le début du mois du mars, à hauteur de plus de 2 Mds USD. Quant aux réserves de change détenues par les banques commerciales, elles ont légèrement augmenté au cours du mois de mars pour atteindre 6,2 Mds USD fin mars, contre 6,1 Mds USD un mois plus tôt. Au total, les réserves de change totales du pays ont enregistré une baisse notable de 1,5 Mds USD pour le seul mois de mars. De 18,9 Mds USD fin février 2020, elles passent à 17,4 Mds USD un mois plus tard.
- **La consommation intérieure de ciment baisse de 16,7 % en mars. Les exportations de ciment ont quant à elles augmenté de 5,3 %.** Les ventes de ciment sur le marché intérieur ont atteint 3,21 millions de tonnes en mars 2020 contre 3,85 millions de tonnes en mars 2019. Les cimenteries basées dans le nord ont vendu 2,75 millions de tonnes sur le marché intérieur en mars 2020, soit près de 10,5 % de moins que les ventes du mois de mars de l'exercice précédent. Quant aux usines de la région sud du pays, elles ont enregistré une baisse substantielle de 41 % des ventes intérieures, passant de 0,8 million de tonnes en mars 2019 à 0,5 million de tonnes en mars 2020. En ce qui concerne les exportations, elles enregistrent toutefois une légère augmentation (+0,3 millions de tonnes) et ce malgré la perte du marché indien (aucune exportation au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours contre 0,72 million de tonnes pour la période considérée de l'exercice précédent). Selon *All Pakistan Cement Manufacturers Association*, pour le seul mois du mars, le secteur du ciment a vendu au total (ventes domestiques et exportations) 3,7 millions de tonnes de ciment, soit 14,3 % de moins que les ventes de 4,3 millions de tonnes enregistrées en mars 2019. Sur les neuf premiers mois de 2019/20, l'industrie a vendu pour 37 millions de tonnes de ciment, soit 7,1 % de plus que les 34,6 millions de tonnes vendues au cours de juillet-mars pour l'exercice 2018/2019.



- **L'administration fiscale (FBR) a annoncé une perte de revenus de plus de 1,2 Md USD pour mars en raison du ralentissement de l'activité économique provoqué par la pandémie.** Les chiffres provisoires montrent que l'administration fiscale a collecté 1,9 Mds USD en mars contre l'objectif prévu de 3,1 Mds USD, soit un déficit d'environ 38 %. Sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020), les recettes de la FBR s'élèvent à 18,2 Mds USD, soit 2,8 Mds de moins que ses objectifs de 21 Mds USD. Selon *Tola Associates*, la collecte des revenus sur l'exercice 2019/2020 pourrait atteindre 23,9 Mds USD, bien en dessous de l'objectif fixé par le FMI de 31,5 Mds USD.
- **Le Premier ministre Imran Khan a annoncé un ensemble de mesures pour le secteur de la construction en lui accordant le statut d' « industrie ».** L'objectif est de fournir des emplois à plusieurs millions de chômeurs non qualifiés et peu qualifiés, de relancer l'économie et de fournir des logements à bas prix aux populations à faible revenus. Les mesures annoncées sont les suivantes : (i) absence de déclaration obligatoire de la provenance des fonds investis dans le secteur immobiliers ; (ii) mise en place d'une taxe fixe sur la construction par mètres carré ; (iii) allègement fiscal de 90 % sur les investissements privés dans le projet *Naya Pakistan Housing* qui soutient les groupes à faible revenu; (iv) suppression de la retenue à la source sur tous les intrants (à l'exception de l'acier et du ciment) ; (v) réduction des taux de taxes à la vente en coordination avec les provinces ; et (vi) suppression des taxes sur les gains de la vente de biens immobiliers.
- **Le Premier ministre Imran Khan a procédé à un remaniement ministériel le 6 avril.** Plusieurs ministres ont été remplacés, notamment pour leur implication présumée dans les crises d'approvisionnement en sucre et en blé auxquelles le pays a dû faire face cette année. A ce titre, M. Syed Fakhar Imam a été nommé ministre de la sécurité alimentaire, M. Makhdoom Khusro Bakhtiar devient le nouveau ministre des affaires économiques et M. Hammad Azhar assumera la responsabilité de ministre de l'Industrie.
- **La roupie pakistanaise continue de se déprécier face au dollar et atteint 168 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire, soit un étiage depuis le début des mesures de confinement.** Cet accès de faiblesse s'explique principalement par les retraits des investisseurs étrangers du marché de la dette pour un montant supérieur à 2 Mds USD depuis le début du mois de mars (sur un total de 3,49 Mds investis au cours des huit mois précédents (juillet 2019 - février 2020)). A cela il faut également ajouter le désinvestissement de 500 M USD du marché boursier local (PSX). Selon les maisons de courtage, les tensions sur la roupie devraient persister en raison de la pression des paiements internationaux, des remboursements à venir de la dette extérieure et le retrait des investisseurs étrangers du marché de la dette et de la bourse (anticipation d'un change entre 170 et 175 PKR pour 1 USD au 30 juin 2020).
- **Le ministère de la Plan estime qu'entre 12,3 millions et 18,5 millions de personnes n'auront plus d'emploi et que l'économie subira jusqu'à 13,7 Mds USD de pertes au cours des trois prochains mois.** Ces estimations sont basées sur plusieurs scénarios en fonction des mesures de confinement mises en place par le gouvernement. Le ministère du Plan estime que les pertes pour l'économie pakistanaise pourraient s'élever à 6,6 Mds USD (confinement limité), à 10,8 Mds USD (confinement modéré) et à 13,7 Mds USD (confinement complet) sur les trois prochains mois. Ces estimations sont faites sur une estimation des baisses des ventes des entreprises, la chute des recettes fiscales, le ralentissement des échanges commerciaux et le coût du chômage. En termes d'emplois sur les trois prochains mois, la crise pourrait entraîner des



pertes d'emplois à hauteur de 1,4 millions de personnes ou 2,2 % de la population active (scénario 1), 12,3 millions de personnes ou 20 % de la population active (scénario 2), et jusqu'à 18,5 millions de personnes ou environ 30 % de la population active (scénario 3).

- **Selon un rapport de *Dun & Bradstreet Pakistan*, les grossistes et les commerces de détails devraient connaître les plus importants licenciements de travailleurs journaliers avec 4,6 millions de nouveaux chômeurs potentiels** et faire croître le taux de pauvreté du pays de 23,4 % à 44,2 %. Les secteurs qui devraient compter le plus de licenciement de travailleurs vulnérables sont :
  - ✓ le secteur du commerce avec 4,6 millions de travailleurs impactés soit environ 70% du total des travailleurs vulnérables de ce secteur.
  - ✓ le secteur de l'agriculture avec environ 2,6 millions de travailleurs qui se retrouveraient sans emploi, soit 20% de la main-d'œuvre vulnérable du segment.
  - ✓ le secteur des transports et des communications au sein duquel 1,8 million de personnes vulnérables (près de 90 % du total) pourraient perdre leur emploi.
  - ✓ le secteur manufacturier qui compte 2,16 millions d'employés vulnérables et dont 1,51 million d'entre eux pourraient se retrouver au chômage (soit 70 %).
  - ✓ le secteur de l'hôtellerie / restauration, qui emploie 600 000 personnes vulnérables et dont 540 000 devraient être licencié (soit 90 %).

Selon *Dun & Bradstreet Pakistan*, environ 12,3 millions de travailleurs vulnérables pourraient être touchés au total (soit 46,3 % des travailleurs vulnérables actuels et 19,4 % de la population active au Pakistan). Pour rappel, la population active est composée au Pakistan d'environ 64 millions de personnes, dont une fourchette comprise entre 26,4 % et 41,6 % sont des travailleurs journaliers.

- **Les exportations enregistrent une baisse de plus de 8,5 % pour le mois de mars 2020 en glissement annuel et s'établissent à 1,85 Mds USD.** En glissement mensuel, les exportations de mars ont également diminué de 15,6 % par rapport à février, Cette diminution est largement imputable à la chute de la demande au sein des plus gros marchés d'exportations du Pakistan (États-Unis, UE, Chine, Émirats arabes unis) et à la fermeture des frontières avec certains pays (Afghanistan, Inde, Iran). Fin mars, les exportations avaient diminué de 64 % vers les États-Unis, de 72 % vers le Royaume-Uni, de 78 % vers l'Allemagne, de 67 % vers la Chine, de 82 % vers les Pays-Bas et de 100 % vers l'Afghanistan (fermeture de la frontière). Les secteurs les plus touchés sont le textile (vêtements, textiles de maison, tapis) en chute de 61 % et l'agriculture (riz, fruits, légumes, blé) en repli de 23 % depuis le début du mois de mars.
- **Le déficit commercial se contracte de 26,5 % (ou 6,3 Mds USD) au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020) pour atteindre 17,4 Mds USD** à comparer à 26,7 Mds USD de déficit commercial enregistré au cours de la période considérée de l'exercice 2018/2019. Cette contraction du déficit s'explique principalement par la baisse notable des importations qui ont chuté de 14,4 % (ou 6,2 Mds USD) au cours de la période sous-revue pour s'établir à 34,8 Mds USD fin mars. Pour le seul mois de mars 2020, les importations sont tombées à 3,3 Mds USD, à comparer à 4,1 Mds USD un an plus tôt, soit une contraction de plus de 20 %. Selon une évaluation du ministère de la Plan, la contraction des importations pourrait aller de 35 à 60 % à la fin de l'exercice, selon la gravité de la crise.



En contrepoint, les exportations continuent globalement d'augmenter sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020). Elles enregistrent une croissance de 2,4 % pour atteindre 17,5 Mds USD (en mars 2020) contre 17,08 Mds USD au cours de la période considérée de l'exercice précédent.

- **Le Groupe d'action financière (GAFI) repousse, en raison du Covid-19, la date prévue pour la remise du rapport du Pakistan sur les performances de 13 critères en suspens.** En février, le GAFI avait déjà accordé au Pakistan un délai de quatre mois pour achever son plan d'action en 27 points en matière de lutte contre financement du terrorisme. Le Pakistan avait alors satisfait à 14 critères sur 27 et devait rendre son rapport en juin concernant les 13 points manquants. Les progrès du Pakistan dans la mise ne œuvre de son plan d'action seront à nouveau examinés lors de la prochaine plénière, désormais prévue en octobre 2020.
- **La Banque mondiale (BM) a signé un accord de financement de 200 M USD pour aider le Pakistan à faire face à la pandémie de COVID-19.** Cela aura pour but d'aider le gouvernement dans la gestion de la pandémie et de son impact socio-économique, ainsi que dans le renforcement des systèmes nationaux de santé publique. Le projet se concentrera principalement sur (i) le renforcement des capacités du système de santé pakistanais à prévenir, détecter et répondre aux menaces causées par la pandémie (155 M USD) ; (ii) l'atténuation de l'impact social et économique de la crise sanitaire sur les populations vulnérables (42 M USD).

Les populations vulnérables pourront d'ailleurs bénéficier de multiples interventions dans le cadre de ce projet qui comprend entres autres : (1) des transferts monétaires d'urgence à jusqu'à quatre millions de familles inscrites au programme de sécurité à travers le pays; (2) l'approvisionnement alimentaire d'urgence pour les populations vulnérables mises en quarantaine; et (3) des activités d'apprentissage à distance des enfants pour minimiser les effets de la crise sur l'éducation.

- **Le gouvernement japonais prévoit d'accorder une subvention de 250 000 USD au Pakistan par le biais de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge** pour freiner la propagation du COVID-19. Plus tôt la semaine dernière, le gouvernement du Japon avait décidé d'accorder un don d'une valeur totale de 2,16 M USD, dont 1,62 M USD par le biais du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et 540 000 USD par l'intermédiaire de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour soutenir le gouvernement pakistanais. L'aide du Japon s'élèverait donc au total à 2,41 M USD.

## SRI LANKA

- **La croissance du PIB réel s'établit à 2,3% en 2019.** Selon les statistiques publiées par le Département du Recensement et des Statistiques (DCS), l'économie sri lankaise a progressé à un rythme plus faible par rapport à 2018, à prix constants (3,2% de croissance cette année-là). Le secteur des services demeure le principal moteur de l'économie du pays (58,2% du PIB), affichant néanmoins un ralentissement de son rythme d'expansion (+2,3% contre +4,8% en 2018). Les activités dans les sous-secteurs des « télécommunications » et « services informatiques » ont progressé de +17,2 et +13,1% respectivement. Le sous-secteur « hébergement et restauration » a vu ses activités décroître de -4,6%, illustrant l'impact des attentats de Pâques sur le tourisme.



L'activité industrielle (27,4% du PIB) affiche une croissance soutenue, à +2,7% (contre +1,2% en 2018). Le secteur manufacturier a crû de 1,9% en 2019, porté par les activités de « raffinage de pétrole », de « production d'aliments, boissons et tabac » ; et « de fabrication de vêtements » (+23,4 ; +3,4% et +3,9% respectivement). Le secteur de la construction, principale composante de l'industrie (7,5%), a quant à lui enregistré une progression de +4% de sa valeur ajoutée, en accélération par rapport à 2018 (+2,1%). En revanche, le secteur agricole a stagné (7,4% du PIB), enregistrant une croissance de 0,6% (contre +6,5% en 2018), handicapé notamment par le recul des sous-secteur du caoutchouc, des plantations de thé, de la pêche et de la riziculture, respectivement de -9,5, -1,3, -5,5 et -0,3%. Le dernier trimestre 2019 a enregistré une croissance de +2% en g.a.

- **COVID-19 : Prêt de 128,6 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le système de santé.** Le secrétaire du ministère des Finances, S R Attygalle, et la directrice-pays de la Banque mondiale, Ms. Idah Pswarayi-Riddihough, ont signé numériquement le 3 avril un accord de prêt. Cet accord prévoit le déboursement au bénéfice de Sri Lanka de deux composantes : (1) prêt de 35 M USD par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; (2) crédit de 93,6 M USD par l'Association internationale de développement (AID). Ces derniers permettront de financer un programme d'amélioration des capacités sanitaires du pays dans le cadre de son combat contre l'épidémie du COVID-19. Ce programme sera géré par le ministère de la Santé, en partenariat avec les agences des Nations Unies. Les fonds seront utilisables par le gouvernement sur la période 2020-2023.
- **Mesures prises pour lutter contre la dépréciation de la roupie et la sortie de devises:** La roupie a atteint un plus bas historique, s'échangeant à 191 LKR pour 1 USD au 10 avril. Celle-ci s'est ainsi dépréciée de 5,35% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.
  - a) **Fortes restrictions sur les produits importés.** La Banque centrale a demandé aux banques locales de suspendre à compter du 19 mars et pendant trois mois : (1) le financement de l'importation de véhicules automobiles, (2) le financement de produits non-essentiels et (3) l'achat d'obligations souveraines internationales émises par Sri Lanka. Les produits concernés ne pourront pas rentrer sur le marché sri-lankais. Les produits pharmaceutiques, les combustibles et certains intrants nécessaires à l'industrie locale ne sont pas concernés.
  - b) **Suspension des restrictions et taxes à l'entrée des fonds en devises étrangères.** Cette décision du cabinet des Ministres s'applique pendant 3 mois à compter du 2 avril 2020. Dans une lettre conjointe datée de la même date, le Gouverneur de la Banque centrale et le secrétaire du ministère des Finances appellent les Sri-lankais qui vivent hors du pays comme les résidents, ainsi que tout étranger qui souhaite aider le pays pendant la crise sanitaire, à placer leur argent en devises étrangères dans les établissements bancaires et financiers locaux. Il est précisé que la convertibilité future de ces dépôts est garantie. Ces transferts de l'étranger ne sont pas soumis aux restrictions de contrôle des changes. Ils sont aussi exemptés de taxes et bénéficient de la protection du secret bancaire.
- **Nouvelle baisse des taux directeurs de la Banque centrale.** Celle-ci a décidé le 3 avril de baisser à nouveau ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR) : - 25 points de base, à respectivement 6% et 7%. Cette décision s'applique depuis le 3 avril au soir. Il s'agit de la troisième baisse depuis début 2020. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste quant à lui à 4%. L'Institution



considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt étaient nécessaires pour soutenir des entreprises très affectées par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19.

### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 10/04/2020